

AUDITEUROPE

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

207, Avenue Willy Brandt

Boite 304

59777 EURLILLE

Téléphone : 03.20.07.79.51

www.auditeurop.com

**CENTRE REGIONAL
DE LA PHOTOGRAPHIE
HAUTS-DE-FRANCE**

Place des Nations

59282 DOUCHY LES MINES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 DECEMBRE 2023

A l'assemblée générale de l'association CENTRE REGIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Régional de la Photographie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association, concernant l'affectation aux exercices adéquats de subventions portant sur des actions s'étalant sur plusieurs exercices comptables. Nous sommes ainsi remontés aux conventions et avons analysé leur correcte comptabilisation sur ce point.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de la présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de

systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, le 19 juin 2024

Le commissaire aux Comptes
AUDITEUROP

A blue ink signature, appearing to read 'Vincent Hamou', is written over a horizontal line.

Vincent Hamou, Associé

CENTRE REGIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE
BILAN ACTIF

page 1

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 19/04/2024

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)
--------------	--	--

	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	11 774	11 774			115	0,01
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions	192 298	42 701	149 598	8,78	162 622	10,11
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	91 559	42 998	48 561	2,85	24 586	1,53
. Autres immobilisations corporelles	1 263 147	55 599	1 207 548	70,91	1 142 339	71,03
. Immobilisations corporelles en cours	1 900		1 900	0,11		
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	159		159	0,01	159	0,01
TOTAL (I)	1 560 837	153 072	1 407 765	82,66	1 329 821	82,68
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	214 923	189 768	25 155	1,48	25 568	1,59
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	15 651		15 651	0,92	21 375	1,33
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	171 770		171 770	10,09	131 878	8,20
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	80 636		80 636	4,73	98 185	6,10
Charges constatées d'avance	2 026		2 026	0,12	1 532	0,10
TOTAL (II)	485 007	189 768	295 239	17,34	278 538	17,32
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 045 844	342 839	1 703 004	100,00	1 608 359	100,00

CENTRE REGIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE
BILAN PASSIF

page 2

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 19/04/2024

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	327 334	19,22	258 334	16,06
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité	809 059	47,51	809 059	50,30
. Autres				
Report à nouveau	194 911	11,45	187 307	11,65
Excédent ou déficit de l'exercice	-12 820	-0,74	7 604	0,47
Situation nette (sous total)	1 318 484	77,42	1 262 304	78,48
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	222 032	13,04	160 627	9,99
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	1 540 516	90,46	1 422 932	88,47
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	25 595	1,50		
TOTAL (II)	25 595	1,50		
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	79 030	4,64	65 979	4,10
TOTAL (III)	79 030	4,64	65 979	4,10
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 464	0,85	6 390	0,40
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	43 400	2,55	46 239	2,87
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance			66 820	4,15
TOTAL (IV)	57 864	3,40	119 449	7,43
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 703 004	100,00	1 608 359	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

CENTRE REGIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE

COMPTE DE RÉSULTAT

page 3

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 19/04/2024

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%		
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations	1 815		1 655		160	9,67
Ventes de biens et services						
- Ventes de biens	5 313		2 375		2 938	123,71
- dont ventes de dons en nature						
- Ventes de prestations de services	5 027		8 743		-3 716	-42,49
- dont parrainages						
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	655 720		598 977		56 743	9,47
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible						
- Ressources liées à la générosité du public						
- Dons manuels						
- Mécénats						
- Legs, donations et assurances-vie						
- Contributions financières						
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	15 984		9 305		6 679	71,78
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	1 329		11 333		-10 004	-88,26
Total des produits d'exploitation (I)	685 187		632 387		52 800	8,35
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Achats de marchandises	674		1 196		-522	-43,64
Variations stocks						
Autres achats et charges externes	284 480		243 860		40 620	16,66
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	8 430		10 167		-1 737	-17,07
Salaires et traitements	266 087		262 974		3 113	1,18
Charges sociales	91 975		96 980		-5 005	-5,15
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	25 249		24 636		613	2,49
Dotations aux provisions	13 051				13 051	N/S
Reports en fonds dédiés	25 595				25 595	N/S
Autres charges	203		1 733		-1 530	-88,28
Total des charges d'exploitation (II)	715 744		641 546		74 198	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-30 557		-9 159		-21 398	-233,62
PRODUITS FINANCIERS:						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés	701		469		232	49,47
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (III)	701		469		232	49,47
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements						
Total des charges financières (IV)						
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	701		469		232	49,47

CENTRE REGIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE

COMPTE DE RÉSULTAT

page 4

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 19/04/2024

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-29 855	-8 690	-21 165	-243,55
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion	264	235	29	12,34
Sur opérations en capital	17 038	16 524	514	3,11
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	17 301	16 759	542	3,23
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	266	465	-199	-42,79
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	266	465	-199	-42,79
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	17 036	16 294	742	4,55
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	703 190	649 615	53 575	8,25
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	716 010	642 012	73 998	11,53
EXCEDENT OU DEFICIT	-12 820	7 604	-20 424	-268,59
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL				

Préambule

L'association a pour objet social :

- * la création et la diffusion artistiques contemporaines,
- * la conservation, l'étude, l'enrichissement et la diffusion d'un fonds photographique se composant d'une collection et d'une arthothèque,
- * le développement d'un pôle de ressources documentaires et techniques,
- * la mise en oeuvre de projets de médiation artistique,
- * la structuration d'un programme d'éducation à la lecture critique et citoyenne de l'image.

L'exercice clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 703 004 .

Le résultat net comptable est un déficit de 12 819,90 .

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

Mobilier

de 05 à 10 ans

2.2.3 - Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

2.2.4 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2.2.5 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.2.6 - Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes.

2.2.7 - Droits individuels à la formation :

La loi du 4 mai 2004 ouvre, sous certaines conditions, pour les salariés des entreprises françaises un droit à formation d'une durée de 20 heures minimum par an cumulable sur une période de 6 ans. Les engagements de l'entreprise en matière de droits individuels à la formation figurent en engagements hors bilan. Il est mentionné le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF, ainsi que le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande.

2.2.8 - Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

Les cotisations : l'Association comptabilise les cotisations au moment de l'encaissement de celles-ci.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	11 774			11 774
Immobilisations corporelles	1 445 711	103 193		1 548 904
Immobilisations financières	159			159
TOTAL	1 457 644	103 193		1 560 837

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	11 659	115		11 774
TOTAL I	11 659	115		11 774
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui	29 676	13 025		42 701
inst. gén., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels	35 368	7 630		42 998
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	12 661	8 719		13 479
Matériel de transport	154			154
Matériel de bureau et informatique	38 305	3 661		41 965
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	116 164	33 035		141 297
TOTAL GENERAL (I+II)	127 823	33 150		153 071

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	159		159
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	15 651	15 651	
Autres créances	171 770	171 770	
Charges constatées d'avance	2 026	2 026	
TOTAL	189 606	189 447	159

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	
Autres produits à recevoir	171 762
TOTAL	171 762

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	258 334				327 334
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	809 059				809 059
Dont générosité du public					
Report à nouveau	187 307			7 604	194 911
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	7 604				-12 820
Dont générosité du public					
Situation nette	1 262 304			7 604	1 318 484
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	160 627		61 404		222 032
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	1 422 932		61 404	7 604	1 540 516
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	65 979	38 645		104 624
TOTAL II	65 979	38 645		104 624
TOTAL GENERAL (I+II)	65 979	38 645		104 624
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		38 646	2 219	
- financières				
- exceptionnelles				

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	14 464	14 464		
Dettes fiscales & sociales	43 400	43 400		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	57 864	57 864		

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.4 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	3 720
Dettes fiscales & sociales	28 186
Autres dettes	
TOTAL	31 906

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Concours publics et subventions

L'entité fournit une information sur les montants des concours publics et les subventions qui lui ont été octroyés dans l'exercice en distinguant :

- la nature du concours ou de la subvention octroyé : concours publics, subvention d'exploitation et subvention d'investissement ;
- les différentes catégories d'autorités administratives : Union européenne, Etat, Collectivités territoriales, Caisse d'allocations familiales, autres&

5.2 - Subventions de fonctionnement

- DRAC (compte 740000) : 147 800 pour le fonctionnement
- DRAC (compte 740001) : 18 000 exceptionnelle
- DRAC (compte 740010) : 3 000 exceptionnelle
- DRAC (compte 740030) : 28 440 exceptionnelle
- DRAC (compte 740040) : 9 000 exceptionnelle
- DRAC (compte 740100) : 38 000 exceptionnelle
- Conseil Régional (compte 743000) : 290 000 fonctionnement
- Rectorat de Lille (compte 743300) : 2 000 fonctionnement
- Conseil Général du Nord (compte 743900) : 30 000 fonctionnement
- Ville de Douchy (compte 746000) : 6 500 exceptionnelle
- CAPH (compte 746100) : 28 500 fonctionnement
- DIAGONAL (compte 746230) : 11 600 exceptionnelle
- Pôle Emploi (compte 746250) : 6 500 exceptionnelle
- La mission bassin Minier (compte 746260) : 36 380 exceptionnelle

6 - Autres informations

6.1 - Engagements et sûretés réelles consenties

6.1.1 - Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

6.1.2 - Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
Total		

6.2 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 79 029,72 .

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- la moyenne des derniers salaires du salarié
- le taux moyen des charges sociales : 44,28 %

6.3 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non Cadres		
TOTAL	2	0